

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des Collectivités Locales
et de l'Environnement
Bureau des Installations Classées

ARRÊTE

N° 971828 du 1 SEP. 1997 portant
autorisation d'exploiter au titre des Installations Classées

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée;
- VU la demande du 25 mars 1997 présentée par la Société PHOTO PRINT ELECTRONIC dont le siège social est An der Wiese 1 D-79650 SCHOPFHEIM, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une unité de production de circuits imprimés à Pulversheim, aire de la Thur;
- VU le dossier technique annexé à la demande et notamment les plans du projet;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 5 mai au 4 juin 1997;
- VU les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative;
- VU le rapport du - 7 JUL. 1997 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'Inspection des Installations Classées;
- VU l'avis favorable du 17 JUL. 1997 du Conseil Départemental d'Hygiène;

CONSIDÉRANT que ces installations constituent des activités soumises à autorisation visées aux n° 2565, 2915, 2920, 2940, 2950 et à déclaration visées aux n° 1131, 1200, 1611, 2661, 2662 et 2910 de la nomenclature des installations classées;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARRÊTE

TITRE I : GÉNÉRALITÉS

1.1 Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations exploitées par la Société **PHOTO PRINT ELECTRONIC** située à la Thur à PULVERSHEIM.

L'autorisation vise les installations répertoriées dans le tableau suivant :

2565-2-a	traitement des matières plastiques par voie électrolytique ou chimique	volume total des bains: 79000 l	A
2915-1-a	chauffage par fluide caloporteur	quantité de fluide: 2000 l	A
2920-2-a	installation de réfrigération et de compression	réfrigération: 1000 kW compression: 400 kW	A
2940-1-a	application et cuisson de peinture au trempé	volume total des cuves: 3200 l	A
2940-2-a	application de peinture par enduction	quantité totale utilisée: 440 kg/j	A
2950-1-a	traitement et développement de surfaces photosensibles	surface développée: 31500 m2/an	A
1131-2-c	emploi ou stockage de substances et préparations toxiques	quantité stockée: 2,5 t	D
1200-2-c	emploi ou stockage de substances et préparations comburantes	quantité stockée: 8 t	D
1611-2	emploi ou stockages d'acides	quantité stockée: 53 t	D
2661-1-b	emploi de matières plastiques: assemblage de pièces par pression	quantité utilisée: 2 t/jour	D
2661-2-b	emploi de matières plastiques par procédé mécanique	quantité utilisée: 2 t/jour	D
2662-1-b	stockage de matières plastiques	quantité stockée: 130 m3	D
2910-A-2	installation de combustion	puissance totale 3,07 MW	D

1.2 Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation sauf dispositions contraires du présent arrêté et des règlements en vigueur.

1.3 Mise en service

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

1.4 Accident - Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, l'état des installations sinistrées ne doit pas être modifié sans l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

La remise en service d'une installation hors d'usage sera subordonnée selon le cas à une nouvelle autorisation ou déclaration (article 39 du décret du 21 septembre 1997).

1.5 Modification - Extension

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

1.6 Changement d'exploitant

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21.09.77).

1.7 Abandon de l'exploitation

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui précède cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34-1 du décret du 21 septembre 1977). En particulier il ne devra subsister sur le site aucune cavité, déchets ou pollution des sols ou des eaux.

TITRE II: DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

Les installations, visées au titre 1 ci-dessus, seront installées et exploitées conformément aux dispositions suivantes:

2. PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

2.1 Conditions de rejet

Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère devront respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution.

Ces valeurs seront déterminées à partir d'un échantillon représentatif sur une durée voisine d'une demi-heure.

Nature de l'installation	Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Flux maximal
Traitement de surface	Acidité totale exprimée en H +	≤ 0,5	
	Alcalins exprimés en OH ⁻	≤ 10	
Anaphorèse	COV	≤ 150	2,3 kg/h
Décapage stripage	COV	≤ 20	0,1 kg/h
Sérigraphie	COV	≤ 100	2 kg/h
Forage des plaques	poussières	≤ 50	0,25 kg/j

2.2 Conduits d'évacuation

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère devront être dimensionnés en hauteur et section conformément aux règles qui leur sont propres :

- arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.
- arrêté ministériel du 27 juin 1990 relatif en particulier aux conditions d'évacuation des rejets des installations de combustion.

Les conduits seront pourvus de dispositifs facilement accessibles conformes à la norme NFX 44 052 pour permettre d'effectuer des prélèvements.

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents.

3. PRÉVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DÉCHETS

3.1 Principes généraux

L'exploitant s'attachera le plus possible à:

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication;
- s'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique;
- s'assurer, pour les déchets ultimes de la limitation de leurs volumes.

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets toxiques seront stockés dans des récipients dûment étiquetés, placés sur cuvette de rétention en attente d'enlèvement.

Si les déchets sont confiés à une entreprise extérieure, l'exploitant sera solidairement responsable des dommages éventuellement causés à des tiers.

3.2 Les huiles usagées seront éliminées, conformément à l'arrêté et au décret du 21 novembre 1979 modifiés portant réglementation sur la récupération des huiles usagées.

3.3 Toute mise en dépôt définitif dans l'enceinte de l'établissement de tout déchet est interdite.

4. PRÉVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

4.1 Principes généraux

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

4.2 Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

4.3 Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou à signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.4 Niveaux acoustiques

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant:

Points de mesure	Niveau de bruit admissible pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	Niveau de bruit admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que dimanches et jours fériés
Point 1	50 dB (A)	48 dB (A)
Point 2	59 dB (A)	57 dB (A)
Point 3	56 dB (A)	54 dB (A)

Les points de mesure retenus sont les suivants:

- point 1 à l'est du site, le long de la voie d'accès et du transformateur
- point 2 côté sud du terrain
- point 3 au nord en limite de terrain (rond-point)

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Les points de mesure sont ceux définis dans l'étude d'impact.

5. PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

5.1 Prélèvements d'eau

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le réseau interne d'eau sera isolé par un bac de disconnection ou un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable, dont l'installation est soumise à déclaration préalable à la D.D.A.S.S.

Le réseau interne à usage sanitaire sera branché en amont du dispositif de disconnection.

Le réseau d'eau interne sera également isolé du réseau d'eau industrielle extérieur par un dispositif de disconnection.

L'ensemble des alimentations sera pourvu d'un compteur volumétrique agréé. L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées l'état de ses consommations annuelles d'eau.

5.2 Collecte et évacuation des effluents liquides

Les eaux seront collectées selon leur nature. On veillera à les séparer jusqu'au point où leur mélange n'entraîne pas une utilisation supplémentaire d'eau ou ne nuit plus à leur épuration.

- a) les eaux sanitaires seront traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant le code de la santé publique
- b) les eaux pluviales provenant des toitures et non susceptibles d'être polluées seront dirigées vers le réseau pluvial
- c) les eaux de refroidissement seront mises en circuit fermé
- d) les eaux pluviales du parking seront évacuées après passage au travers d'un débourbeur séparateur d'hydrocarbures.
- e) les eaux industrielles traitées en application de l'article 8.4.1. seront dirigées vers la Thur à travers le réseau pluvial. Une convention sera établie entre l'exploitant et le propriétaire de ce réseau.

Tout autre rejet dans le milieu naturel d'une manière générale est interdit.

5.3 Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles

5.3.1 Egouts et canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches. Elles seront placées dans des endroits visibles et accessibles. Les conduites non aériennes seront pourvues de caniveaux avec point bas.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister aux agressions mécaniques, physiques, chimiques...

Un plan des réseaux situant les secteurs collectés, les regards, les points de branchement de rejets sera tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

5.3.2 Capacités de rétention

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieures à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront présenter une stabilité au feu de degré 2 heures.

Les stockages de produits différents dont le mélange est susceptible de présenter un risque devront être associés à des capacités de rétention distinctes.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

5.3.3 Postes de chargement ou de déchargement

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de liquides susceptibles d'être toxiques pour le milieu naturel seront étanches, balisées et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures. Les éventuels siphons de sol seront pourvus de dispositif d'obturation. Les eaux recueillies à cette occasion seront considérés comme déchets au sens de l'article 3.

5.3.4 Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Le local de traitement des eaux sera conçu pour former une capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie; cette capacité aura un volume de 600 m³.

5.4. Caractéristiques des eaux rejetées

Les caractéristiques de effluents industriels après traitement devront respecter les valeurs maximales suivantes, avant mélange avec les eaux de l'installation de déminéralisation (260 m³/j) et avant rejet au réseau d'eaux pluviales relié à la Thur:

Paramètres	Valeur limite	Charges maximales
débit		500 m ³ /j
pH	6,5 à 8	
température	28 °C	
MEST	30 mg/l	15 kg/j
DCO	150 mg/l	75 kg/j
fer	5 mg/l	2,5 kg/j
aluminium	5 mg/l	2,5 kg/j
cuivre	0,5 mg/l	0,20 kg/j
nickel	0,5 mg/l	0,25 kg/j
argent	0,5 mg/l	0,25 kg/j
phosphore (P ₂ O ₅)	5 mg/l	2,5 kg/j

5.5. Etudes

L'industriel étudiera, avec l'aide de l'Agence de l'Eau, les moyen éventuels d'amélioration du traitement des eaux industrielles.

6. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ

6.1 Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, les installations externes au bâtiment seront clôturées.

6.2 Evaluation des risques et caractérisation des zones

6.2.1. Définition des zones de dangers

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque d'explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement.

Les zones de risque d'incendie sont constituées de volumes où, en raison des caractéristiques et des quantités de produit présent même occasionnellement, leur prise au feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque d'explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

6.3 Prévention et lutte contre l'incendie

6.3.1 Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre. En particulier les mesures suivantes seront retenues :

Le bâtiment sera recoupé en compartiments de 6000 m² d'un seul tenant au maximum, isolés les uns des autres par des parois coupe-feu de degré 1 heure et des blocs-portes coupe-feu de degré 1/2 heure munis de ferme-portes ou à fermeture automatique.

A l'intérieur de l'établissement, les voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Les bâtiments et installations seront accessibles facilement par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Les portes servant d'issues devront s'ouvrir vers l'extérieur, être correctement dégagées, signalées et réparties de sorte que tout point de l'établissement ne soit distant que de 40 m de l'une d'elles.

6.3.2 Désenfumage

Les locaux seront équipés de trappes de désenfumage à commande automatique ou à commande manuelle située à proximité des accès, facilement repérable et aisément accessible.

La surface minimale de ces exutoires sera de 0,5 % de la surface de toiture de la zone considérée.

6.3.3 Détection et alarme

Les locaux ou les zones comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipées d'un dispositif permettant la détection précoce d'un incendie.

6.3.4 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- d'un réseau d'extinction adapté aux caractéristiques des produits stockés
- les bureaux, laboratoires, salle de contrôle et locaux techniques auront des moyens de protection adaptés à l'équipement qu'ils contiennent
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux en particulier:
 - extincteurs à CO2 près des tableaux électriques
 - extincteurs à poudre près des risques de feux gras (hydrocarbures)
- d'un réseau de robinets d'incendie armés permettant d'atteindre tout point de l'usine
- La défense extérieure en eau d'extinction devra fournir un débit de 360 m³/heure durant 2 heures consécutives. Ce débit sera assuré par le réseau d'eau qui garanti 120 m³/heure, complété pour 240 m³/heure soit par le réseau MDPA soit par un aménagement des berges de la Thur. Ces aménagements devront être accessibles en tout temps aux engins de secours et de lutte contre l'incendie.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz) seront bien matérialisés et facilement accessibles.

6.3.5 Plan de secours

L'exploitant établira un plan de secours interne précisant notamment l'organisation de l'intervention, les effectifs affectés à l'intervention, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre l'incendie répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les corps de sapeurs pompiers.

Ces plans seront tenus à jour et transmis aux Services de lutte contre l'incendie compétents.

Le personnel sera initié à l'utilisation de ces moyens de lutte et sera entraîné périodiquement, au minimum annuellement.

6.3.6 Consignes

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

Toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

6.4 Installations électriques

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

6.5 Protection contre la foudre

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre (conformément à l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 et à la circulaire du 28 octobre 1996).

6.6 Canalisations

Les canalisations seront repérées conformément aux normes NF X 08-100 et NF X 08-105.

7. CONTRÔLES

7.1 Principes généraux

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par le permissionnaire.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesure de niveau sonore ou de vibration.

Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge du permissionnaire.

L'exploitant transmettra à l'Inspecteur des Installations Classées, dans le premier mois de

chaque trimestre suivant les contrôles, les résultats. Les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre éventuellement pour y remédier.

7.2 Contrôle des rejets d'eaux résiduaires

Les ouvrages de rejets d'eaux résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets.

Le permissionnaire est tenu de permettre l'accès, à toute époque, à ces dispositifs aux agents délégués par la DRIRE ou par le service chargé de la police des eaux.

L'exploitant procédera à un autocontrôle journalier des caractéristiques de l'effluent rejeté dans les conditions suivantes:

- * le pH, la température et le débit seront mesurés et enregistrés en continu.
- * il sera prélevé un échantillon par période de 24 h, représentatif des caractéristiques moyennes de l'effluent rejeté
- * sur cet échantillon les analyses suivantes seront réalisées:

pH, DCO, MEST, Cu, Ag, Ni

7.3. Contrôle des émissions de bruit

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées un contrôle de la situation acoustique pourra être effectué par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées. Ce contrôle sera effectué par référence à l'article 4 ci-dessus.

7.4 Contrôle des conditions d'élimination des déchets

L'exploitant conservera pendant 3 ans un récapitulatif des opérations d'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1. de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 sus-indiqué.

7.5 Contrôle des gaz rejetés

Avant toute dilution, les gaz rejetés devront respecter les valeurs fixées au paragraphe 2.1. Un contrôle annuel sera effectué par un organisme extérieur.

7.6. Contrôle des eaux souterraines

L'exploitant implantera en aval de ses installations des puits de contrôle dont le nombre et la localisation seront déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique et seront soumis à l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

Les paramètres suivants seront analysés avec une fréquence annuelle:

PH
Conductivité
Hydrocarbures dissous ou émulsionnés
Métaux lourds: cuivre, nickel et argent

7.7. Contrôle des eaux de surface et des milieux aquatiques

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander à l'exploitant d'effectuer un suivi écologique de la faune et de la flore de la Thur, pour estimer l'impact éventuel des rejets de cuivre.

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

8.1 Traitement de surface

Les prescriptions de l'arrêté du 26 septembre 1985 modifié, relatif aux ateliers de traitement de surface, seront respectées et en particulier :

8.1.1. Le volume total des cuves de traitement est de 79,96 m³ réparti comme suit:

Préparation des supports	2 x 1660 l
Développement	2 x 1020 l
Décapage acide	4 x 2250 l
Stripage	2 x 1000 l
Black oxyde	2 x 3350 l
Anaphorèse	2 x 2100 l
Orifices (SBU)	1 x 3100 l
Nettoyage des orifices	2 x 3600 l
Métallisation des orifices	2 x 6000 l
Galvanisation	2 x 13400 l

8.1.2. Aménagement

Les appareils (cuves, filtres, canalisations, dépôts) susceptibles de contenir des acides, des bases ou des toxiques, seront construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction devront être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur la surface en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier et les parois des cuvettes de rétention seront constituées en matériaux non combustibles.

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout écoulement accidentel vers une cuvette de rétention étanche.

and...

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation, et les liaisons. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas avec coupure de l'électrovanne générale d'alimentation d'eau. Cette alarme devra aboutir le week-end et les jours fériés vers une personne susceptible d'intervenir.

Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler.

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

8.1.3. Bains concentrés usés et déchets

Les bains concentrés usés, les bains morts, les boues déposées dans les cuves de traitement, les eaux de nettoyage des sols ou des capacités ayant été souillées ou ayant contenu des bains concentrés seront considérés comme des déchets au sens du § 3.1.1

- * ils ne seront en aucun cas rejetés à l'égout ou au milieu naturel
- * ils ne pourront être traités ou détruits que par un centre autorisé à cet effet. Les bordereaux de suivi des déchets seront tenus à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (Inspection des Installations Classées
- * l'industriel devra tenir à la disposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (Inspection des Installations Classées) toute information utile sur la composition des bains.

8.1.4. Traitement des effluents

Les effluents industriels et les eaux de rinçage seront collectées selon leurs caractéristiques à être traités sur l'une des filières suivantes:

- traitement par électrolyse et résines échangeuses d'ions pour les eaux contenant du sulfate de cuivre
- traitement par floculation par bâchée pour les eaux pour les eaux provenant des unités de développement
- traitement par floculation en continu pour les eaux provenant du nettoyage, des dégraissages et des traitement anti-temissement.

Les effluents industriels feront l'objet de contrôles lors des différentes étapes du procédé de traitement pour s'assurer du bon fonctionnement du procédé

En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt de la station de traitement, les

opérations de fabrication génératrices d'effluents usés à traiter seront immédiatement arrêtées.

Leur remise en route devra se faire selon une procédure et après autorisation de la hiérarchie.

8.1.5. Exploitation

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations,...) sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier.

Ces vérifications seront consignées dans un document prévu à cet effet.

8.1.6. Consignes

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité seront établies et affichées en permanence dans l'atelier.

Ces consignes spécifieront notamment :

- * la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier de traitement de surface après une suspension prolongée d'activité
- * les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport
- * les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance.

8.2 Installations de chauffage par fluide caloporteur

Le liquide organique combustible sera contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables seront disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

A raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis au règlement sur les appareils à vapeur et les canalisations et récipients au règlement sur les appareils de gaz.

Au point le plus bas de l'installation, on aménagera un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange, conduira par gravité le liquide évacué jusqu'à un

réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos , à l'exception d'un tuyau d'évent disposé comme à la condition 3.

Un dispositif approprié permettra à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.

Un dispositif thermométrique permettra de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.

Un dispositif automatique de sûreté empêchera la mise en chauffage ou assurera l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service seront insuffisants.

Un dispositif thermostatique maintiendra entre les limites convenables la température maximale du fluide transmetteur de chaleur.

Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionnera un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximale du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.

8.3 Forage des plaques

Les machines de forages mécanique seront capotées et disposeront d'un système de captation et de filtration d'air de façon à garantir les valeurs de l'article 2.1.

Dans le cas de machines de forage par laser, les composés volatils liés à la combustion de la plaque seront captés et filtrés sur charbon actif ou tout système d'efficacité équivalente.

DISPOSITIONS DIVERSES

- 9.1** Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.
- 9.2** L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation du dit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.
- 9.3** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- 9.4** La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accord exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).
- 9.5** Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection

des Installations Classées et les inspecteurs des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

LE PREFET,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Pour ampliation,
~~Pour le Préfet~~
et par délégation

Le Directeur du Service

Signé : J.C. EHRMANN

Jeanine GRUSSY

Délai et voie de recours

La présente décision ne peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG que dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976).